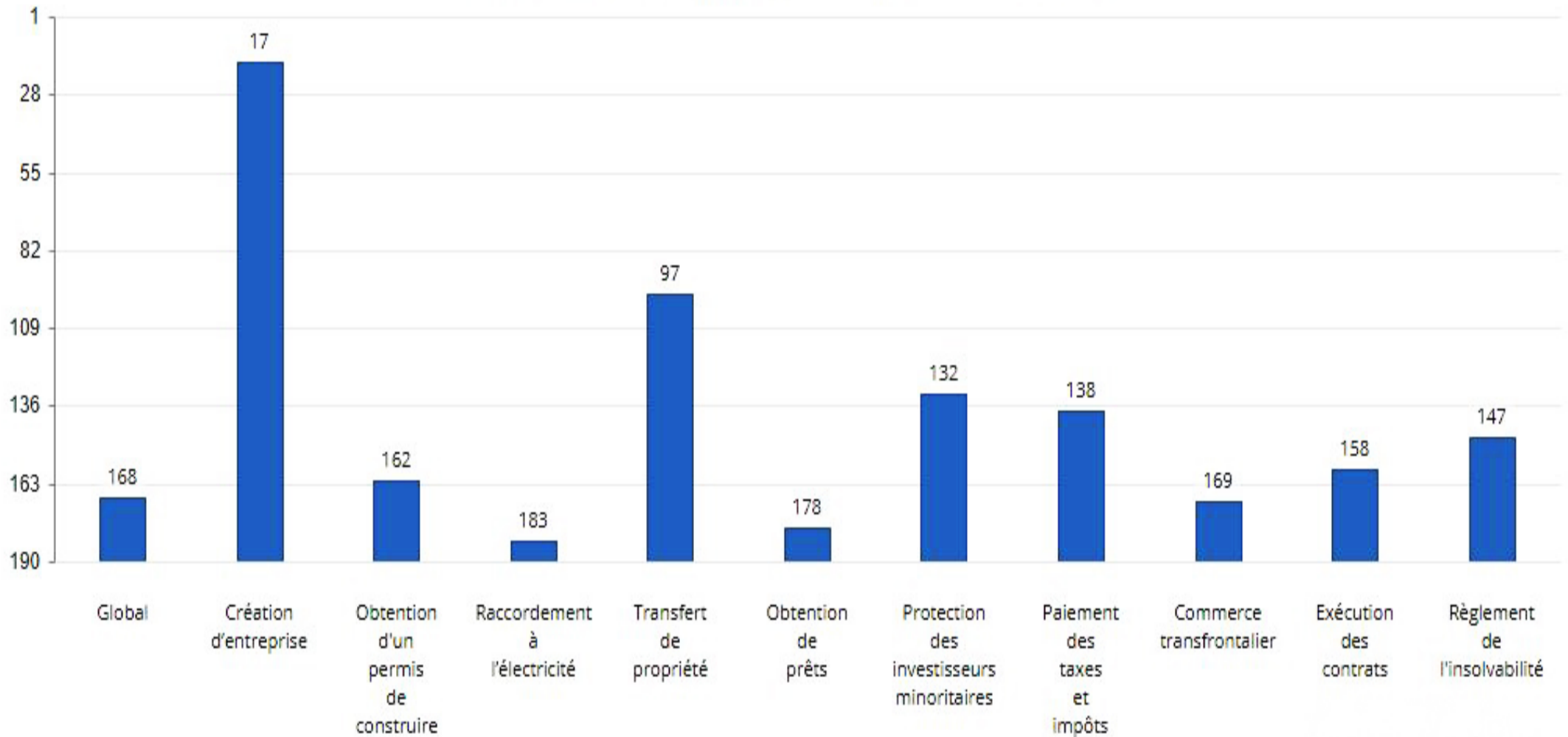


Rapport Doing Business (page 3)

Le Burundi recule de 4 places

Classements sur les indicateurs Doing Business - Burundi



Le rapport Doing Business fournit aux gouvernements du monde entier une feuille de route permettant de renforcer la confiance, l'innovation et la croissance des entreprises, mais aussi d'endiguer la corruption (Banque Mondiale)

EDUCATION



Mastère à l'UB

243 étudiants à l'oeuvre en mastère à l'UB
(page 5)

ECONOMIE



Marché des capitaux

Marché des capitaux : Une opportunité pour créer de l'emploi (page 7)

DEVELOPPEMENT



Champignons

Les champignons sauvages comestibles : Une opportunité inexploree (page 8)

DTB

DIAMOND TRUST BANK

#Achieve More

La DTB Burundi est une Banque commerciale sous régionale présente au Burundi depuis Juin 2009. Elle offre des services bancaires appropriés aux différentes couches de la population. Visitez nos agences pour plus d'informations :

Agence du Siège: 14, Chaussée Prince Louis Rwagasore | Agence du Quartier Asiatique: 143A, Avenue Ntahangwa | Agence du Marché Central de Bujumbura: Avenue De La Croix-Rouge N° 3688 | Guichet de Ruvumera: Marché de Ruvumera.

Editorial

Rapport Doing Business : Un baromètre du climat des affaires



Bella Sonia Ndamiye,
Directrice de publication

Un climat des affaires efficient est essentiel pour le développement économique et social d'un pays. Le Burundi faisant partie des 189 économies évaluées selon le rapport de la Banque Mondiale « Doing Business », il s'est engagé depuis bientôt une décennie dans des réformes visant à améliorer l'environnement des affaires.

Malgré les nombreuses avancées enregistrées ces dernières années, le Burundi éprouve encore des défis

dans l'amélioration du climat des affaires. La preuve en est que pour l'actuel Rapport Doing Business 2019, il a perdu 4 places. Et pourtant en 2013 le pays était parmi les 10 premiers pays réformateurs dans le monde.

Pourquoi ce recul ? Et pourtant, chaque année, les intervenants en matière d'amélioration du climat des affaires en général et les membres des Groupes Techniques de Travail en particulier sont tou-

jours à l'œuvre et travaillent sans relâche pour identifier les mesures susceptibles de favoriser l'initiation de nouvelles réformes sur chaque indicateur du Doing Business.

Bien plus, les analyses de « Doing Business » prouvent clairement que l'Etat a un rôle central dans l'amélioration du climat des affaires. Cela contribuerait à faire du Burundi un pays attractif pour les investissements et booster sa croissance économique.

Pour gagner ce pari, il faut que les différents groupes techniques de travail continuent sur la même lancée et redoublent d'ardeur dans leur noble mission de proposer des réformes à initier sur la majorité des indicateurs pour le bénéfice de la promotion de l'investissement et d'un secteur privé dynamique, générateur d'emplois et de revenus pour la population et, partant, de croissance économique pour notre pays.

Vers la reprise des travaux de construction du barrage de Kajeke

Le projet de construction d'un barrage hydro-agricole sur la rivière Kajeke entrepris en 2009 est complètement à l'arrêt. A l'origine, les entreprises chargées de la construction de ce barrage n'ont pas été à la hauteur de leurs tâches. « Pour cette raison, depuis l'année passée, le ministère a pris la décision de suspendre toute activité pour limiter le gaspillage des moyens », a indiqué Dr Déo Guide Rurema, ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage lors de la présentation des réalisations du 1er trimestre 2018-2019.

Pour évaluer l'état des lieux des travaux, une équipe d'experts nationaux et internationaux a été engagée pour évaluer le chantier, précise le ministre Rurema. Les conclusions de la première étude ont révélé que même si les travaux venaient à se clôturer, le barrage constituerait une menace pour les citoyens. Les études de faisabilité sont en cours. Elles se clôtureront en décembre avec la préparation des dossiers d'appel d'offres. Les entreprises justifiant les capacités techniques et financières requises pourront concourir. Parallèlement, le ministre rassure que la mobilisation des fonds (une somme estimée à 19 milliards de FBu) est en cours auprès des partenaires techniques et financiers.

Cette initiative rentre dans la vision d'augmenter la production, car le système d'irrigation permettra de produire même pendant la saison sèche. « Si on parvient à irriguer près de 3000 ha, la plaine de l'Imbo pourra satisfaire le marché local et régional en riz », fait savoir Dr Rurema.

Visite de travail du ministre de la Communication et des Médias à l'hebdomadaire Burundi Eco



Le ministre de la Communication et des Médias, M. Frédéric Nahimana a effectué ce jeudi 08 novembre 2018 une visite à l'hebdomadaire socio-économique Burundi Eco. Il a précisé que cette descente s'inscrit dans le cadre d'une visite de travail pour s'enquérir de l'état des lieux des médias à l'œuvre. « Les médias doivent travailler dans le grand respect de la loi sur la presse, du code d'éthique et de la déontologie journalistique », a rappelé M. Nahimana. Il invite les journalistes à nouer de bonnes relations avec les sources d'information à développer le journalisme utile aux récepteurs à équilibrer les thématiques en s'adaptant au Plan National de Développement (PND). Le ministre a en outre présenté les chantiers prioritaires du ministère de la Communication et des Médias dont les plus importants sont l'élaboration d'une stratégie nationale de communication pour le développement, le redémarrage de l'école de journalisme ainsi que la création d'un fonds d'appui aux médias.

L'Enabel intéressée par 20 programmes d'enseignement des métiers, l'enseignement technique et la formation professionnelle

L'Agence Belge de Développement (Enabel) a animé un atelier de réflexion sur les dynamiques actuelles de formation technique et professionnelle. C'était mercredi le 7 novembre à Bujumbura.

L'atelier portait sur la validation de 20 manuels de formation déjà élaborés. Ceux-ci sont relatifs à la boulangerie-pâtisserie, à la boucherie-charcuterie, à la transformation des fruits et légumes, à la transformation des produits laitiers, à l'agriculture, au maraîchage, à l'horticulture, à l'agri-élevage, à la myciculture, à la pisciculture, à la mécanique, au vélo-moto et auto, à la maçonnerie, à la plomberie, à la soudure, à l'électricité, à la menuiserie, à la couture, au commis de cuisine, au serveur et service en bureautique.

Ces nouveaux programmes pourront ensuite être utilisés pour la formation en une année et en approche par compétence d'ouvriers certifiés dans ces métiers porteurs d'emploi.

Le communiqué de presse portant sur cette activité indique que le processus de conception des manuels se poursuit. Cela pour les filières innovantes ainsi que par l'élaboration des modules de spécialisation par exemple en soudure (mig-mag), en broderie, en approche commerciale...

La Coopération Suisse en visite au Journal Burundi Eco



Une délégation suisse de haut niveau a visité notre journal ce mercredi 7 novembre. Il s'agit de Madame Béatrice Meyer, Directrice régionale de la Coopération Suisse, accompagnée de la Représentante de la Délégation à Bujumbura, Cédrine Beney, de Damien Callegari et de Donna Fabiola Nshimimana.

Au cours de cette rencontre, directrice de publication, Bella Sonia Ndamiye a présenté l'équipe rédactionnelle et a explicité la ligne éditoriale : contribuer au développement du pays par la diffusion d'informations socio-économiques. Le journal a pour objectif et ambition d'apporter aux étudiants des universités et aux jeunes candidats entrepreneurs, des informations et des données pour concevoir et structurer un projet d'activité créateur de revenus, de richesses et donc d'emplois. C'est dans cet esprit que Burundi Eco conçoit et produit des reportages qui sont de véritables supports pédagogiques.

De son côté, le Directeur Général de Burundi Eco, Mélance Buregeya, a mis en évidence les atouts du journal qui reposent sur la qualité de ses informations mais aussi et surtout son taux de pénétration vers de nouveaux lecteurs et particulièrement les nombreux étudiants de différentes universités du pays. Il a également insisté sur la spécialité du journal grâce à sa gratuité, ses pages spécialement conçues pour les familles. Il a par ailleurs mis en exergue le rôle du journal pour la promotion de la lecture par la diffusion de contes et nouvelles pour les jeunes et les enfants dont le conte fantastique « Le Petit Prince », mais également des œuvres littéraires de jeunes Burundais primés lors du concours de littérature « Rumuri ».

Le Directeur Général apprécie le rôle prépondérant joué par la Coopération suisse dans le développement du journal. « Nous affirmons que c'est grâce au soutien technique et financier de la Coopération Suisse que nous avons pu augmenter le tirage, en passant de 1 200 à 3 000 exemplaires dont 1 500 diffusés gratuitement vers les étudiants des universités », conclut-il.

BurundiEco
Médias Socio-économiques gratuits

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Tirage : 3000 exemplaires
Directrice de publication et
Rédactrice en chef :

Bella Sonia NDAMIYE

Service commercial :

+257 22 277868 / 75129129

Imprimé par HOPE DESIGN
Impression numérique

Taux de change du 08 Novembre 2018

Sources : BRB/www.brb.bi et divers

Monnaies étrangères	Marché officiel		Marché parallèle	
	Acheteur	Vendeur	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	1783	1812	2700	2720
Euro	2038	2071	3030	3070
Shi. Kenyan	17,5307	17,8134	26	27
Shi. Tanzanien	0,7776	0,7901	1,20	1,25
Shi. Ougandais	0,4750	0,4827	0,70	0,80
Fr Rwandais	2,0081	2,0405	3	3,1

Le Burundi régresse dans le classement « Doing Business »

Pour la troisième année consécutive, le Burundi recule encore dans le classement mondial de « Doing Business ». Le classement annuel du Groupe de la Banque Mondiale sur la facilité de faire des affaires place le pays à la 168ème place, soit une régression de quatre places par rapport à l'année précédente. Cette situation serait liée à un certain nombre d'indicateurs clés en baisse malgré les réformes entreprises

Le rapport « Doing Business » réalisé par la Banque Mondiale chaque année passe au crible l'environnement des affaires dans 190 économies du monde. En d'autres termes, le rapport évalue la capacité des pays à favoriser un climat des affaires propice aux investissements. Les économistes de la Banque Mondiale se base sur 11 indicateurs pour analyser le climat des affaires.

Les réformes et réglementations analysées couvrent essentiellement onze domaines. Ce sont notamment la création d'entreprise, l'obtention des permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, l'obtention de prêts, la protection des investisseurs minoritaires, le paiement des taxes et impôts, le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats, le règlement de l'insolvabilité auquel s'ajoute un thème spécial sur la réglementation du marché du travail.

Une année record en matière de réformes

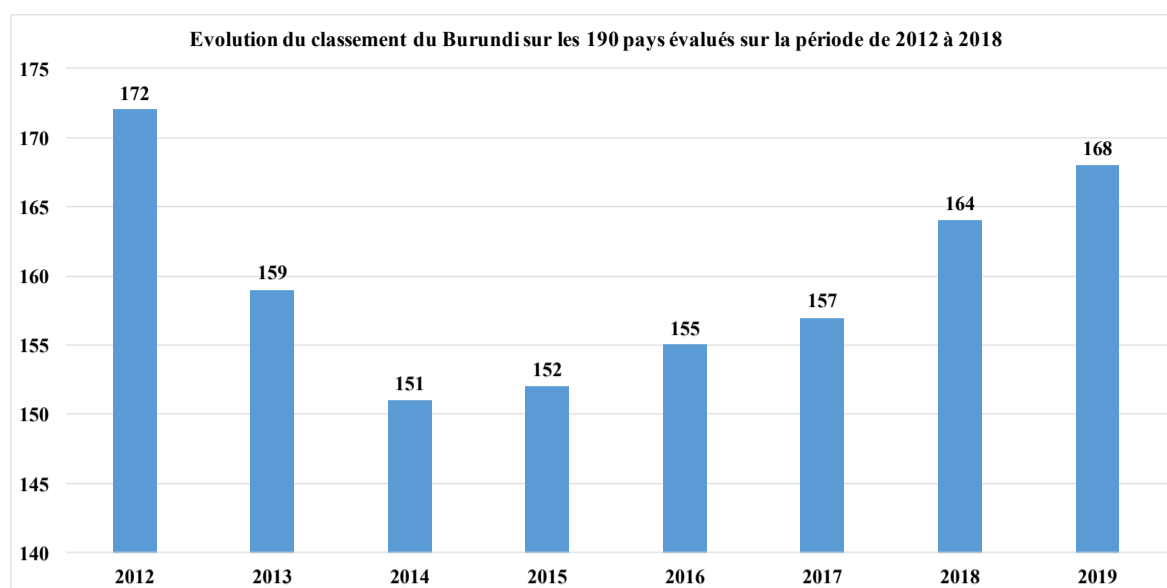
La 16ème édition du rapport Doing Business 2019 : « formation pour mieux réformer », paru le 31 octobre 2018 recense 314 réformes sur l'environnement des affaires dans le monde au cours de l'année dernière. Le nombre de réformes recensées cette année dépasse le record de 290 réformes enregistré il y a deux ans. C'est un nouveau record dans la réduction des lourdeurs administratives pour le secteur privé, lit-on dans un communiqué de presse de la Banque Mondiale.

Pour M. Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque Mondiale, les règles équitables, efficaces et transparentes comme celles que préconise le rapport Doing Business constituent le socle d'un environnement dynamique pour l'économie et l'entrepreneuriat. Il est indispensable que les pays intensifient leurs efforts afin de créer les conditions permettant à l'entreprise privée et aux populations de prospérer, ajoute-t-il.

Pour Shanta Devarajan, directeur pour l'économie du développement et chef économiste par intérim à la Banque Mondiale, de tels résultats impressionnants alimentent l'optimisme pour l'avenir de l'Afrique. Shanta estime que les géants tels que la Chine et l'Inde ne sont pas les seuls à améliorer spectaculairement leur climat des affaires, mais plutôt de petits pays comme Djibouti et même des pays fragilisés par des conflits comme la Côte d'Ivoire y parviennent aussi. A titre illustratif, le Djibouti s'est hissé à la 99ème en introduisant 7 réformes en une seule année, soit un gain de 55 places en un an. De même, le Togo et le Kenya progressent de 19 places et la Côte d'Ivoire de 17.

L'Afrique subsaharienne bon élève

L'Afrique subsaharienne enregistre un nouveau record pour la troisième année consécutive. Les pays de cette région ont entrepris 107 ré-



formes l'an dernier contre 83 l'année précédente. En outre, cette année a été marquée par un plus grand nombre d'économies ayant mené des réformes, 40 des 48 économies de la région ayant mis en place au moins une réforme à comparer au record précédent qui était de 37 économies il y a deux ans. De surcroît, la région compte quatre des dix économies les plus réformatrices de cette année : le Togo, le Kenya, la Côte d'Ivoire et le Rwanda. Si les réformes introduites par les pays de cette région couvrent un grand nombre de domaines, beaucoup concernent le transfert de propriété et le règlement de l'insolvabilité. Le domaine de la création d'entreprises a connu également plus d'améliorations avec 50 réformes cette année. D'importantes réformes ont également concerné l'exécution des contrats (49 réformes) et le raccordement à l'électricité (26 réformes).

La place du Burundi dans la sous-région

Dans la Communauté Est Africaine (CEA), le Burundi est l'avant dernier au classement. Hormis le Soudan les autres pays ont introduit une à sept réformes. Le Burundi a entrepris trois réformes contre zéro réforme, l'année précédente.

Classement des économies d'Afrique de l'Est

Pays	Rang (1-190)	Facilité de faire des affaires (0-100)			Nombre de réformes	
		DB2019	DB2018	DB2019	DB2018	DB2019
Burundi	168		46,68	47,41	0	3
Kenya	61		65,06	70,31	6	5
Rwanda	29		73,73	77,88	5	7
Soudan du Sud	185		33,30	35,34	0	0
Tanzanie	144		53,29	53,63	1	1
Ouganda	127		56,41	57,06	1	1

Source : Extrait des rapports Doing Business 2018 et 2019

D'après le classement établi par la Banque Mondiale dans son rapport « Doing Business », le Rwanda vient en tête (24ème place), suivi du Kenya à la 61ème position, puis de l'Ouganda et de la Tanzanie qui occupent respectivement la 127ème et la 144ème position. Et enfin le Burundi (168ème place) et le Soudan du Sud (185ème place) clôturent le classement parmi les pays de la CAE.

Le Burundi s'aligne à la 168ème position

Le classement de Doing Business, édition 2018 place le Burundi à la 168ème position sur les 190 pays dans lesquels les enquêtes sur l'environnement des affaires ont été menées. Ainsi, le Burundi perd 4 places car, en 2018, il occupait la 164ème position. Si rien n'est fait, le Burundi va droit vers le groupe des 20 derniers pays où le climat des affaires ne rassurent pas les investisseurs. Cela serait lié à l'absence de nouvelles réformes pour améliorer le climat des affaires.

Indicateur /année DB	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Création d'entreprises	108	27	20	18	19	18	42	17
Permis de construire	166	144	146	162	165	169	168	162
Raccordement l'électricité	165	165	178	186	185	183	182	183
Transfert de propriété	118	115	143	124	52	94	95	97
Accès au crédit	-	167	170	171	174	175	177	178
Protection des investisseurs	46	32	91	114	115	137	132	169
Paiement taxes et impôts	131	141	143	111	111	123	138	132
Commerce transfrontalier	177	179	175	154	154	160	164	169
Résolution de l'insolvabilité	160	160	142	144	145	141	144	158
Exécution des contrats		158	158	146	144	149	150	147

Source : Rapports Doing Business de 2012 à 2019.

Par ailleurs, certains indicateurs montrent que l'évolution des affaires est presque statique. A titre illustratif, le Burundi affiche des contreperformances dans le raccordement à l'électricité. Le rapport estime qu'il faut 158 jours pour obtenir un raccordement électrique permanent au réseau alors que la moyenne mondiale est de 86 jours. De même, le Burundi reste un mauvais élève en ce qui concerne l'obtention de prêts et le commerce transfrontalier. Il occupe respectivement la 178ème place et la 169ème place.

Cependant, le Burundi conserve

tères sur une échelle de 0 (le niveau le plus bas) à 100 (niveau le plus élevé ou niveau optimal). L'échelle donne une idée claire de la distance à parcourir pour atteindre le maximum visé dans chacun des critères. Pour le commerce transfrontalier, le score passe de 47,02 à 47,34 qui, par conséquent, plonge le Burundi en lui faisant perdre 5 places. Sur le critère de transfert de propriété, le Burundi perd 2 places (97ème). De même, le score pour la protection des investisseurs minoritaires reste dans la fourchette de 43,33/100. Ce qui fait que le pays garde la même place (132) pour deux années consécutives.

Des stratégies pour inverser la tendance

Le Plan National de Développement (PND 2018-2027) dresse une série d'activités initiées pour améliorer le climat des affaires. Ce sont notamment la promulgation des textes d'application en rapport avec la loi sur les faillites, le code des sociétés, la loi sur la privatisation, etc. Il souligne également la mise en place des institutions pour faciliter les procédures administratives. Il s'agit de la création de trois guichets uniques : le transfert et l'enregistrement des Propriétés, la Création d'Entreprise et l'octroi du permis de construire.

Cependant, le PND révèle que malgré les performances enregistrées dans l'amélioration du climat des affaires, il reste encore des défis à relever. En ce sens, le document donne des axes prioritaires pour rendre le Burundi attractif. Il s'agit de la facilitation des échanges ; du règlement des différends commerciaux, de la gestion des contrats ; la réduction de la durée et des coûts des procédures, l'accès à l'électricité, l'accès au crédit, de l'attractivité des investissements étrangers, du développement du partenariat Public-Privé (PPP), de l'informatisation et de la modernisation du Guichet Unique de Création de Sociétés, de mettre en place la base de données sur les entreprises et de la diversification des exportations

L'importance du rapport Doing Business

La diversité des pays se classant parmi les plus réformateurs montre que des économies de toutes tailles et de tous niveaux de revenus, et même des économies en situation de conflit, peuvent améliorer le climat des affaires pour les petites et moyennes entreprises du pays. «Le rapport Doing Business fournit aux gouvernements du monde entier une feuille de route permettant de renforcer la confiance, l'innovation et la croissance des entreprises, mais aussi d'endiguer la corruption», estime Shanta Devarajan, économiste en chef par intérim et directeur principal pour l'économie du développement à la Banque Mondiale.

Le premier volume du rapport Doing Business date de 2003. Dès lors, plus de 3 500 réformes de l'environnement des affaires ont été engagées dans 186 des 190 économies prises en compte dans le rapport. En ce qui concerne le Burundi, le secrétariat exécutif des réformes Doing Business à la deuxième vice-présidence a promis de réagir sur le contenu du rapport dans nos éditions ultérieures.

Benjamin Kuriyo

Augmentation des prix, inflation : comment est-ce calculé ?

Burundi Eco vous a annoncé expliquer certaines notions et certains concepts techniques couramment utilisés en économie. On est revenu sur la notion de l'inflation, il y a quelques semaines dans le numéro 316 du 28 septembre 2018. Cette semaine, nous évoquons l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) qui est à la base du calcul du taux d'inflation

L'IPC mesure l'évolution des prix des biens et des services sur une période donnée. Il est très utile pour étudier l'évolution du coût de la vie et la croissance économique. Il est calculé à partir d'un échantillon des prix sur une même période (mois, trimestre, année, etc.). Le plus souvent, l'IPC est calculé à partir des prix des produits de la vie de tous les jours, notamment les produits alimentaires de base (le lait, les œufs, les boissons et d'autres produits de consommation courante), mais aussi des services (transport, communication, etc.), sans oublier les loyers, les énergies, les médicaments, les frais scolaires... Bref, tout ce qui constitue une dépense pour un individu et sa famille. Somme toute, l'IPC est une estimation de l'évolution globale des prix des produits. Partons d'un exemple sommaire pour calculer de manière basique le taux d'inflation.

Article	Ancien prix en FBu	Nouveau prix en FBu
Lait	700	1000
Œuf	250	350
Primus	1300	1500
Haricot	800	1000
Sommation	3050	3850

duits, il y a inflation. Par contre, si l'IPC est négatif, il y a déflation. Ça veut dire qu'il faut moins d'argent pour acheter la même quantité d'un produit donné.

Un IPC négatif équivaut à une déflation

La déflation est l'inverse de l'inflation. Au lieu d'augmenter, les prix diminuent d'une manière générale. La déflation provoque une baisse des prix qui incite les consommateurs à reporter dans le futur leurs achats en espérant pouvoir profiter de cette baisse généralisée et continue des prix. Cette situation laisse peu de possibilités aux entreprises d'augmenter leurs marges bénéficiaires. Le climat des affaires devient incertain et l'investissement fléchit. Le marché de l'emploi se contracte. Ce qui freine la consommation. La déflation est donc aussi dangereuse qu'une inflation galopante non maîtrisée.

Le panier de la ménagère, base de calcul de l'IPC

Le panier de la ménagère est l'en-

de consommation. Par exemple en 2014, en partant de l'indice général 1000, le poids des produits alimentaires était de 453,6 ; les boissons alcoolisées et le tabac 32,1 tandis que le transport pesait 63,5

La pondération, l'autre paramètre à tenir en considération

Comme on vient de le voir, le pourcentage du revenu que les ménages allouent à la consommation varie selon le type de produits ou de services. Il est important de savoir que la variation des prix diffère d'une catégorie à l'autre. A titre d'exemple, d'après les données disponibles sur le site de l'Institut de Statistique et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), en septembre 2018 l'indice des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées a varié négativement de -4,1%. Celui des boissons alcoolisées et le tabac a été de -0,3%, tandis que celui de la catégorie Communication a augmenté de +0,3%. C'est pourquoi ces variations entrent dans le calcul de l'IPC par un procédé qu'on appelle pondération. La pondération, c'est en fait l'équilibre établi suivant

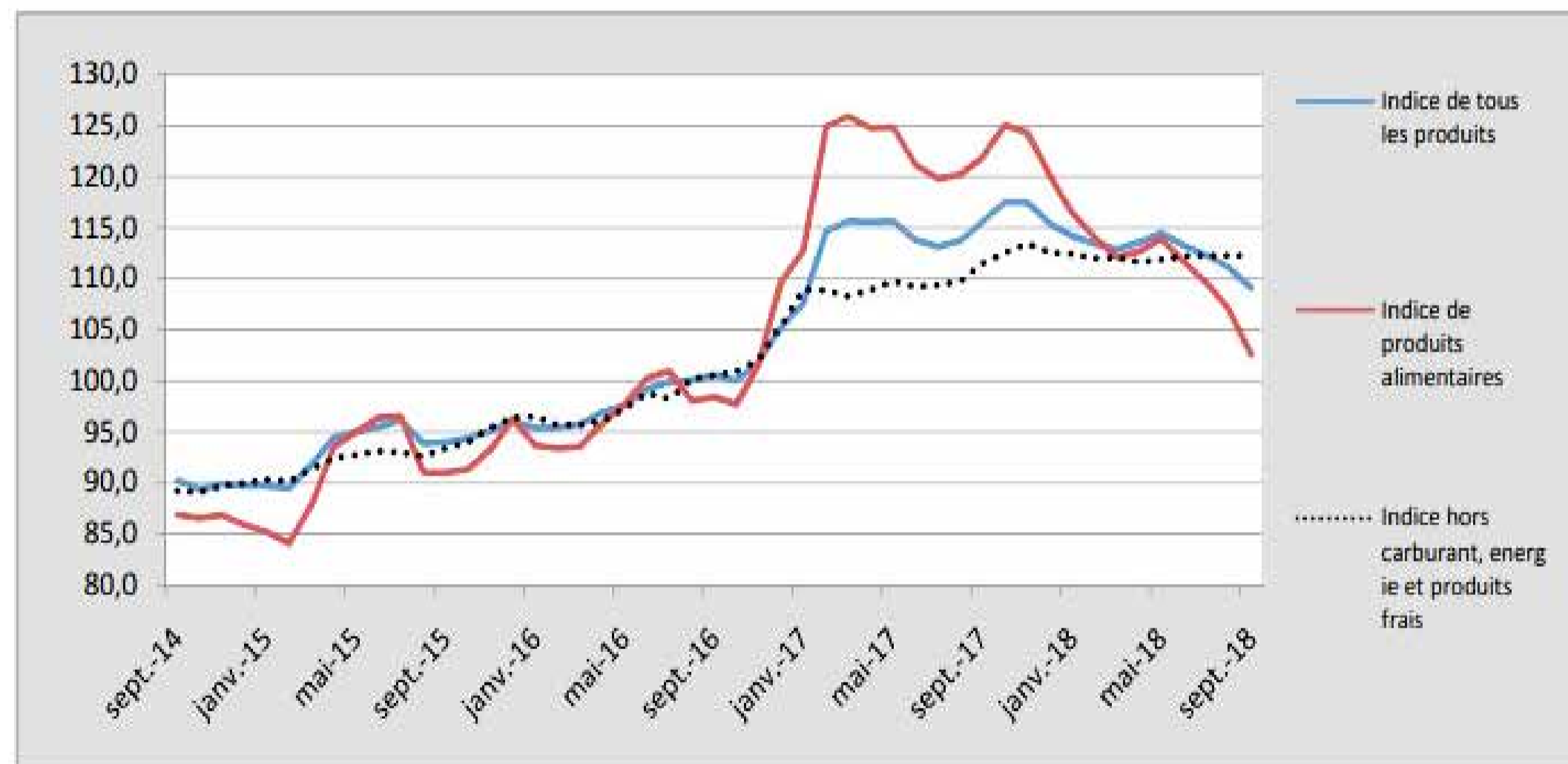
l'importance de la part du revenu que le ménage affecte aux différentes catégories de consommation et la variation des prix à l'intérieur d'une même catégorie de produits ou biens.

Donc, en conclusion, si les prix des produits alimentaires diminuent à la suite d'une saison culturale très abondante (par exemple moins 5%), mais que les prix de l'électricité, des carburants, des transports et des médicaments (produits importés et achetés en dollars) augmentent, l'IPC mettra en évidence une augmentation générale des prix et donc de l'inflation. Rappelons que l'inflation provoque une érosion monétaire c'est-à-dire une diminution de la valeur de l'argent. Si la monnaie nationale se déprécie par l'inflation, le dollar augmente, ce qui a pour conséquence une nouvelle augmentation des prix des produits importés.

L'inflation non maîtrisée génère donc de l'inflation et de la dépréciation monétaire.

Parfait Nzeyimana

Graphique 2 : Indice mensuel des quatre dernières années



Source: www.isteebu.bi

D'abord on fait la somme des prix actuels des produits. La liste des produits doit être en tout point identique à celle du passé. Ensuite on divise la somme des nouveaux prix par la somme des anciens prix. On multiplie ce résultat par 100, car l'indice de référence de l'IPC à la date la plus ancienne est toujours 100. Ainsi on soustrait le nouvel IPC de l'ancien. Les anciens prix servent donc de référence et on part de l'idée qu'ils représentent à chaque fois 100.

$$3850/3050 = 1,27 \times 100 = 127$$

Dans l'exemple choisi, si les anciens prix représentent 100 (1) tandis que les nouveaux représentent 127 (2), l'IPC équivaut à la différence entre (2) et (1).

IPC : $127 - 100 = 27\%$ d'augmentation.

Un IPC positif traduit une inflation

Si l'IPC est positif (ce qui est le cas pour notre exemple), il y a inflation. Cela signifie qu'avec la même quantité d'argent, on achète moins de biens qu'avant. Concrètement, si par exemple au mois de janvier il faut 700 FBu pour acheter un litre de lait, mais qu'au mois d'octobre il faut 1000 FBu pour acheter le même litre de lait, et que ce phénomène concerne plusieurs pro-

semble des produits et services régulièrement consommés par les ménages. Au Burundi, le panier de la ménagère comprend un peu plus de 750 variétés qui sont classées dans 12 fonctions de COICOP (Classification Of Individual Consumption by Purpose qui se traduit en français par Classification de la Consommation Individuelle par Objet). Ces fonctions concernent notamment les catégories: produits alimentaires et boissons non alcoolisées; articles d'habillement et articles chaussants; logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles; santé; transport; communication; loisirs et culture, etc. A partir du panier de la ménagère, on détermine quelle proportion du revenu le ménage consacre à chaque catégorie

Voici les 12 fonctions de consommation finale des ménages de la classification COICOP utilisées par l'ISTEEBU dans le calcul de l'IPC

1. Alimentation et boissons non alcoolisées ;
2. Boissons alcoolisées et tabac ;
3. Articles d'habillement et articles chaussants ;
4. Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ;
5. Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison ;
6. Santé ;
7. Transport ;
8. Communication ;
9. Loisirs et culture ;
10. Enseignement, Education ;
11. Hôtellerie, cafés, restauration ;
12. Autres biens et services.

Bon à savoir : Au Burundi, l'IPC est publié le 15 de chaque mois par l'ISTEEBU

243 étudiants à l'œuvre en mastère à l'UB

Quatorze programmes sur vingt deux de mastère à l'Université du Burundi (UB) sont opérationnels. 243 étudiants sont à l'œuvre. L'insuffisance des enseignants et le coût de la formation sont les principaux défis auxquels font face les étudiants. Burundi Eco est aussi revenu sur l'organisation des enseignements et les conditions de réussite en mastère

Depuis qu'on a lancé la formation de mastère à l'UB en 2017, 22 programmes ont été validés dans 9 facultés et instituts. Sur les 22 programmes mis en place, Dr Valos Runyagu, directeur de l'assurance qualité à cette université fait savoir que seuls 14 sont opérationnels. Les activités académiques ont commencé le 14 mai 2018. Maintenant, ils viennent de terminer les examens du premier semestre.

sciences, indique André Nduwimana, doyen de l'IPA. Ils vont commencer l'année prochaine avec ceux de l'Ecole Normale Supérieure (ENS) pour éviter le double emploi, car ils ont des programmes qui se ressemblent. Selon lui, on va procéder à la mutualisation des ressources enseignantes afin de leur offrir une formation commune. Quant aux étudiants de la faculté de Droit et de l'institut de l'Education Pédagogique et Sportive (IEPS) qui n'ont pas encore aussi commencé leurs activités académiques en mastère, la cause est qu'il n'y a pas de professeurs. Pour les lauréats de l'ancien système ayant le diplôme de licence agrégé et de licence qui pensaient qu'ils iront directement en mastère 2 et ceux de baccalauréat en master 1 du fait qu'ils ont fait cinq ans et les autres quatre ans d'université, Runyagu réfute. Il indique qu'ils seront tous en mastère 1. Mais les cours qu'ils ont appris et réussis

Les défis

Les étudiants en mastère qui se sont entretenus avec le reporter de Burundi Eco indiquent que l'insuffisance des professeurs dans certains programmes est l'un des défis majeurs qui font que les activités académiques n'avancent pas comme souhaité. A titre d'exemple, les étudiants en mastère en Développement Rural et Agro-business disposent de 4 professeurs. D'autres sont partis ailleurs. Et de ne pas oublier ceux qui ont déjà atteint l'âge de la retraite. Ils évoquent aussi le coût de la formation qui est élevé au regard de leur pouvoir d'achat. Pour étudier dans les programmes relevant des sciences exactes, les nationaux et les ressortissants de la Communauté de l'Est Africaine paient 1 200 000 FBu par an et les étrangers 1200 dollars par an. Quant aux programmes qui relèvent des sciences sociales et Humaines, les nationaux

Liste des programmes opérationnels et l'effectif des étudiants à l'œuvre par programme

Facultés/Instituts	Programmes	Nombre d'étudiants à l'œuvre
Faculté de Bio-Ingénierie	Mastère en Développement Rural et Agro-business	11
Faculté des Sciences	Mastère en Sciences Chimiques	6
	Mastère en Sciences et Gestion Intégrée de l'Environnement	30
	Mastère en Biologie des Organismes et Ecologie	15
	Mastère en Sciences Mathématiques	4
Faculté des Sciences de l'Ingénieur	Mastère en Génie Civil, Aménagement et maîtrise des Projets	6
	Mastère en Génie Informatique	5
Faculté des Lettres et Sciences Humaines	Mastère en Socio-anthropologie	25
	Mastère en Sociétés, Pouvoirs, Territoires et Développement Durable	30
	Mastère en Didactique du Français, Langue Etrangère	25
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion	Mastère en Economie Rurale, Sociale et de l'Environnement	11
	Mastère en Analyse Economique et Développement International	14
Médecine	Diplôme d'études spécialisées :	36
	-Spécialités Chirurgicales	
	-Spécialités Médicales	
Chaire Unesco	Mastère Complémentaire en Droits de l'Homme et Résolution Pacifique des Conflits	25

Néanmoins, les étudiants des départements de mathématiques, de physique et de biologie-chimie à l'Institut Pédagogique Appliqué (IPA) n'ont pas encore débuté leurs activités de mastère en didactique des

en 1^{er} et en 2^{ème} candidature ou en 1^{ère} et en 2^{ème} licence seront validés immédiatement. La procédure est la même pour ceux qui ont terminé l'IPA 5.

paient 850 000 FBu par an et les étrangers 1000 dollars par an.

Organisation des enseignements en mastère

Selon Runyagu, le niveau mastère à son propre organisation des enseignements. Pour chaque année académique, il précise que les enseignements sont organisés en 2 semestres de 14 à 19 semaines chacun. A la fin du premier semestre, une période de détente d'une semaine est prévue. Les activités d'un semestre comprennent les cours magistraux, les travaux pratiques, les travaux dirigés, les travaux de recherche, les travaux de terrain, les travaux personnels de l'étudiant, les séminaires, les stages, les évaluations, les délibérations et enfin la proclamation des résultats. Il note que le cycle de mastère comprend 120 crédits répartis sur deux années académiques, soit quatre semestres, y compris le mémoire. L'année académique compte au total 60 crédits à raison de 30 crédits par semestre. Un dépassement de cette durée entraîne automatiquement la suspension temporaire du mastère concerné pour l'année académique suivante.

A la fin du deuxième semestre, Runyagu explique qu'il est prévu des vacances d'environ deux mois. C'est la période pendant laquelle les



Dr Valos Runyagu, directeur de l'assurance qualité à l'UB : « Sur les 22 programmes de mastère mis en place à l'UB, seuls 14 sont opérationnels »

facultés et les instituts organisent les examens de rattrapage. Au début de chaque année académique, un calendrier des activités académiques est fixé par ordonnance du ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions sur proposition du conseil d'administration. Chaque classe est dotée d'un conseiller pédagogique dont le rôle est l'écoute et la guidance pédagogique tout au long de l'année académique. Au sein de chaque faculté

d'une amélioration dans les cours de son choix où il a obtenu une note inférieure à 14/20. Dans ce cas, c'est la meilleure note qui sera considérée. Une copie d'une telle demande doit être réservée au doyen de la faculté ou de l'institut et au directeur des services académiques. A l'issue de la session d'examens de rattrapage, les étudiants réussissent et avancent de classe aux conditions cumulatives suivantes: avoir obtenu une note globale de 50% dans toutes



Rectorat de l'Université du Burundi

ou institut, les enseignements sont organisés par filière. Chaque filière comprend un certain nombre d'unités d'enseignements et chaque unité d'enseignement est composée d'un certain nombre d'éléments constitutifs.

Quid des conditions de réussite en mastère ?

Les conditions de réussite en mastère ont été mise en place, note Runyagu. A l'exception du mémoire, une unité d'enseignement (UE) est réussie quand la moyenne pondérée des notes dans les éléments constitutifs d'unités d'enseignement (ECUEs) qui composent l'unité est égale à au moins 10/20 sans qu'aucune note d'un élément constitutif ne soit inférieure à 7/20. Au cas où une UE n'est pas validée, l'étudiant reprend en session d'examens de rattrapage tous les UCUEs de l'UE dans lesquels il n'a pas obtenu une note supérieure ou égale à 10/20. Les unités d'enseignement réussies sont définitivement validées. Les ECUEs ne sont pas capitalisables isolément.

Selon Runyagu, l'étudiant ayant réussi la première évaluation de l'année académique avec une moyenne d'au moins 67,5% peut demander par écrit au président du conseil scientifique de passer la session d'examens de rattrapage en vue

les UE, avoir obtenu au moins 10/20 dans chaque unité d'enseignement et n'avoir obtenu aucune note inférieure à 7/20 dans un ECUE.

Runyagu fait savoir que les étudiants n'ayant pas plus de 2 UE non validés peuvent être inscrits dans l'année suivante quitte à faire valider ces unités d'enseignement avant la fin du cycle d'études. Dans ce cas, l'ensemble des ECUEs concernées ne doit pas dépasser 10 crédits. Dans le cas contraire, l'étudiant reprend l'année. S'il a obtenu une note globale supérieure ou égale à 45%, il peut reprendre l'année. Il peut aussi changer de filière après passation du concours d'admission prévu à l'article 12. Le redoublement n'est autorisé qu'une seule fois par année d'études. Le changement de filière n'est autorisé qu'une seule fois. A l'issue de la session de rattrapage, l'étudiant ayant obtenu une note globale inférieure à 45% est exclu définitivement du mastère concerné.

Notons que la durée du cursus académique pour un étudiant régulier est de 2 ans sauf pour ceux qui font le mastère complémentaire en Droits de l'Homme et Résolution Pacifique des Conflits qui ont une durée d'une année sanctionnée d'un travail de recherche.

Jean Marie Vianney Niyongabo



André Nduwimana, doyen de l'IPA : « Les étudiants des départements de mathématiques, de physique et de biologie-chimie à l'Institut Pédagogique Appliqué (IPA) vont commencer leurs activités académiques en mastère l'année prochaine avec ceux de l'ENS »

Une nouvelle boisson maltée sans alcool, nourrissante et riche en vitamines

Toujours sensible aux préoccupations des consommateurs, la Brarudi introduit sur le marché une nouvelle boisson dénommée Maltina. Fabriquée à base d'ingrédients 100% naturels. Elle donne de l'énergie et permet de mener une vie active tous les jours. Cela pour répondre aux choix variés des clients de cette entreprise



Lamine Abassi, directeur marketing de la Brarudi (au milieu) : « Ce produit va répondre à plusieurs besoins »

Maltina est un produit fabriqué à partir d'ingrédients naturels, à savoir : l'eau, les céréales, le caramel, le sucre, les vitamines A, B, B1, B2, B6 et C ainsi qu'Arôme Vanille. Son goût délicieux à la saveur d'arôme naturelle de vanille confère à la boisson Maltina une consistance riche et onctueuse tout en assurant un apport suffisant en vitamines et en nutriments. Elle est un régal nourrissant. Elle se consomme frais en famille, entre amis lors d'un déjeuner ou en cas de petite faim.

A chaque innovation, sa plus-value

Vendue dans une bouteille de 33cl à 800 FBu la bouteille, Maltina est une boisson qui n'est pas chère par rapport aux bienfaits qu'elle apporte. «Ce produit va répondre à plusieurs besoins», atteste Lamine Abassi, directeur du service marketing à la Brarudi. Selon lui, c'est une boisson qui n'est pas seulement rafraîchissante, mais aussi nourrissante. M.Abassi informe que Maltina peut

être consommée par tout le monde qui a besoins de boissons qui leur donnent de l'énergie. Cette nouvelle boisson peut être consommée pendant la journée, après une activité sportive ou après le repas.

Maltina, brune mais différente de Dynamalt

Le directeur marketing de la Brarudi nous fait découvrir en premier lieu où réside l'importance de la couleur brune de Maltina. « La brune a toujours un goût caramélisé. La texture d'une boisson maltée brune est plus consistante qu'une boisson propre. La propre a un côté rafraîchissant uniquement, mais n'est pas rassasiante », rassure-t-il. Par rapport à Dynamalt dont la clientèle n'a pas été consistante comme attendue, M.Abassi explique que la Brarudi a tiré des leçons du passé et lance une recette qui est différente de dynamalt. D'abord, explicite-t-il, elle utilise les éléments locaux. Parmi les

céréales, une partie du sorgho est produit localement. Il y a aussi un Arôme de Vanille qui donne cette douceur et rondeur en bouche. Il atteste qu'il n'y a plus le côté agressif d'autres boissons maltées brunes qu'on peut trouver dans Maltina. Cela est basé sur les feedbacks et les attentes des consommateurs.

Distribuée dans la municipalité de Bujumbura pour le moment

La distribution et la consommation de Maltina est effective dans la ville de Bujumbura dans un premier temps. Le directeur marketing de la Brarudi explique que les études faites en rapport avec cette nouvelle boisson concernent aussi bien la municipalité de Bujumbura que l'intérieur du pays. Il évoque ici les contraintes liées à cette distribution limitée sur Bujumbura. « C'est parce que nous n'avons pas le choix.

Dans un premier temps, en termes de concentration commerciale, nous devons nous assurer de bien développer la distribution de cette boisson d'abord sur une échelle limitée avant d'aller plus loin. Nous n'avons pas suffisamment de bouteilles pour satisfaire la demande à l'échelle nationale », déplore M.Abassi. Toutefois, il tranquillise les consommateurs des autres coins du pays et indique que bientôt, Maltina sera disponible dans tous les points de ventes du pays.

Viva Malt et aujourd'hui Maltina qui sont produites à base de sorgho. Nous avons besoin de volumes additionnels à base de sorgho, ce qui implique une demande croissante de ce produit de notre part. Ce qui veut dire qu'il y aura plus de revenu pour les producteurs burundais du sorgho », indique Sacha Rwami-bango, chargé des affaires institutionnelles à la Brarudi. Il a informé que cette usine collabore avec plus de 15.000 agriculteurs regroupés en 24 coopératives installées dans six



Maltina, une nouvelle boisson vendue dans une bouteille de 33 cl à 800 FBu la bouteille.

Une valeur ajoutée pour les producteurs de sorgho

« Nous avons les boissons Nyongera,

provinces. Il a précisé que le fait de lancer une nouvelle boisson qui a le sorgho comme ingrédient constitue une volonté manifeste de la Brarudi de développer la filière sorgho chez les agriculteurs burundais.

Annonce

Connexion Résidentielle

	A	B	C
Résidentielle	6mois	9mois	12mois
100\$/mois	35%	40%	45%

22 25 84 80 / 22 25 84 81/ 75 99 00 00 / 76 00 44 00
www.spidernet-bi.com / info@spidernet-bi.com / Rue Kirundo N° 06 Quartier Asiatique / Bujumbura - Burundi

Vers la déviation du tronçon de la route Bujumbura-Bugarama

La route Bujumbura-Bugarama sera bientôt déviée. La déviation s'opérera à Gasenyi et va déboucher sur la RN 9 entre les rivières Gikoma et Muzazi dans la province de Bubanza. Les études sont terminées. Il est aussi prévu les travaux d'agrandissement de la RN 9 à partir de la déviation jusqu'à la société Metalusa en passant par les quartiers Carama, Kinama, Mutakura et le rond point des Nations Unies pour éviter les embouteillages. La longueur de cet itinéraire est de 12,5 km



Ir Vincent Nibayubahe, directeur général de l'Office des Routes au ministère des Transports, des Travaux Publics, de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire : « Les études des travaux de déviation du tronçon de la route Bujumbura-Bugarama sont terminées »

A la jonction de la RN 9, Nibayubahe fait savoir qu'il est probable que le trafic dévié va augmenter sensiblement. Cela va causer beaucoup d'embouteillages. Pour prévenir ce phénomène, il indique qu'il est prévu l'agrandissement de la RN 9 à partir de cette déviation. Les travaux de cet agrandissement s'effectueront sur une longueur de 7,2 km. L'itinéraire sera Metalusa-Amsar-Rond-Point des Nations Unies-Mutakura-Kinama-Carama jusqu'à la déviation située à Kivoga à côté de la palmeraie de la société Savonor. Selon lui, les études de ces travaux ont été confiées à un bureau d'étude dénommé Prospectiva. « Nous en attendons le rapport provisoire.



Les nids-de-poule perturbent la circulation à la RN9

Enfin, le rapport définitif sera soumis au ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique pour nous accorder les moyens financiers», souligne Nibayubahe. Cette route sera construite sous forme d'autoroute. Il informe que ceux qui seront affectés par le projet de construction de cette route seront indemnisés conformément à la loi.

Les habitants des quartiers Ngagara, Cibitoke, Mutakura, Kinama et Carama attendent avec impatience l'agrandissement de ce tronçon de la RN 9 à partir du rond point des Nations Unies, car il est dans un mauvais état. Les nids de poule y sont légion et les conséquences sont énormes. Les véhicules circulent à pas de tortue. Ce qui cause des retards pour les gens qui vont au boulot ou qui participent dans les différentes cérémonies qui se déroulent dans la ville de Bujumbura. Les élèves en pâtissent aussi. Ils arrivent

en retard à l'école, car les chauffeurs conduisent à une petite vitesse pour éviter que leurs véhicules ne tombent en panne. De plus, pendant les heures de pointe, chacun a tendance à emprunter la partie de la route qui n'est pas fissurée. Suite à cette tendance protectionniste, les accidents s'observent souvent. De plus, les piétons ont du mal à se déplacer lorsqu'il pleut. Les nids de poule regorgent d'eau de pluie.

Comment se forme un nid-de-poule ?

La cause première de la formation d'un nid-de-poule est la présence des fissures dans l'asphalte. Pendant la saison des pluies, l'eau infiltrée gèle et son volume augmente, exerçant ainsi une pression vers le haut et causant un gonflement de l'asphalte. Le véritable problème apparaît durant la période de dégel. La glace fond et l'eau reprend son volume initial en laissant un vide. La route devient moins résistante aux soubresauts des véhicules. La circulation sur ces vides et le poids des véhicules affaiblit la chaussée à ces endroits. Les côtés de la surface endommagée de la couche de roulement se brisent au contact des pneus et une partie des enrobés est enlevée au passage des véhicules: le nid de poule se crée.

Un accord de don pour financer le projet de déviation du tronçon de la route Bujumbura- Bugarama a été signé vendredi le 28 septembre 2018 entre le Gouvernement du Burundi et la République Populaire de Chine pour environ 300 000 000 de Yuans.

Jean Marie Vianney Niyongabo

ECONOMIE

Marché des capitaux : Une opportunité pour créer de l'emploi

Dans la publication n° 301, le journal Burundi Eco a fait savoir qu'un marché des capitaux sera mis en place avant la fin de l'année. Il est revenu sur la définition du marché des capitaux, ses avantages ainsi que ses acteurs incontournables. Pour le moment où le produit est proche, le journal va parler de l'apport de ce marché dans la création de l'emploi

Selon Arsène Mugenzi, chef du service régulation du marché des capitaux du Burundi à la Banque de la République du Burundi (BRB), le marché des capitaux présente un grand avantage dans la création de l'emploi. Cela en commençant par ses acteurs qui sont les émetteurs, les investisseurs, les intermédiaires, la bourse des valeurs mobilières du Burundi...

« Si les émetteurs font recours aux analystes financiers et aux intermédiaires qui vont investir pour leurs comptes, ce sont des emplois qui sont créés », informe-t-il. Pour M.Mugenzi, il en est de même des investisseurs. Ceux-ci vont également faire recours aux analystes financiers et aux intermédiaires.

Pour lui toujours, la création du marché des capitaux amène avec lui une autre catégorie d'institution financière appelée, établissements d'investissements. « Ceux-ci vont jouer un rôle d'intermédiaire dans la cession-acquisition et elles auront besoin d'employés. Par exemple lorsqu'une entreprise veut fusionner ses actifs avec une autre entreprise ou purement et simplement les vendre, ce sont ces établissements d'investissement qui



Arsène Mugenzi, chef du service de régulation du marché des capitaux à la Banque de la République du Burundi (BRB): « Lors de la mise en place du marché des capitaux, les jeunes chômeurs vont trouver de l'emploi. Il y aura des activités qui n'exigeront pas le paiement des frais, mais l'engagement des employés »

interviennent », martèle-t-il avant d'annoncer que les emplois seront également créés via les opportunités qu'offre le marché des capitaux.

Et de renchérir : « Avec les opportunités, sûrement qu'il y aura des revenus. Ceux-ci sont susceptibles à leur tour de créer de nouveaux emplois ».

Les intermédiaires en tête de liste

Les intermédiaires sont les négociants comme le signale M.Mugenzi. Ils participent au marché des capitaux pour leurs propres comptes ou pour le compte des tiers (tiras).

« Il y aura aussi des brokers (cour-

tiers). Ceux-ci sont des unités qui s'occupent d'une intermédiation donc de la négociation pour le compte des tiers », explique-t-il.

M.Mugenzi précise que des fonds communs de placement seront créés, ceux-ci étant des entités qui seront créées et qui auront besoin d'employés. « Les assurances à leur tour vont aussi créer des filiales et se trouveront dans le besoin d'engager des ressources humaines pour gérer très bien les activités sur le marché des capitaux », renchérit-il.

Lueur d'espoir pour les jeunes chômeurs

M.Mugenzi affirme que les jeunes chômeurs pourront trouver de l'em-

ploi lorsque le marché des capitaux sera mis en place. Il encourage les jeunes diplômés qui ont une formation en sciences économiques, en droit, en mathématiques ou en sciences quantitatives et psychologiques, voire tout le monde à s'y intéresser. Toutefois, il regrette que dans le cursus académique, peu de matières se rapportent au marché des capitaux. Il recommande une documentation supplémentaire.

Ce qui est avantageant, selon toujours lui, c'est qu'il y a des activités qui n'exigent pas de capital, mais seulement les frais d'agrément pour opérer sur le marché des capitaux du Burundi. C'est le cas de l'analyste, d'un conseiller en investissement... Ceux-ci sont embauchés par l'investisseur.

La garantie s'impose

Les intermédiaires ont l'obligation de tenir une trésorerie qui respecte les normes prudentielles édictées par l'Autorité de régulation du marché des capitaux. M.Mugenzi le fait remarquer dans ces termes : « Il y a des exigences en termes monétaires parce que pour gérer les fonds de tiers, il faut une garantie pour rassurer l'investisseur qui va vous confier son capital ».

Quid de l'émission des crédits ou des actions ?

« Pour émettre des crédits, on fait appel aux gens afin qu'ils vous donnent de l'argent. Cela signifie qu'on émet une obligation (reconnaissance de dette). Par ce faire, une collecte de l'argent en termes de dette qu'elle devra rembourser à une échéance donnée », souligne M.Mugenzi.

Quant aux actions, il dit qu'une entreprise émet une partie de son patrimoine (actionnariat), c'est-à-dire si elle veut étendre ses activités. « Les nouveaux acquéreurs deviennent des propriétaires à part entière de l'entreprise. Ils vont ensemble partager les risques et les profits avec les anciens acquéreurs », éclaire-t-il.

M.Mugenzi signale enfin qu'il est difficile de quantifier les emplois qui seront créés par le marché des capitaux. Cela, d'autant plus qu'on n'a pas encore précisé combien d'acteurs vont intervenir dans ledit marché.

Mélance Maniragaba

BBIN-Concours Shika

Des idées vagues à la création d'entreprises, il n'y a qu'un pas

La compétition « Shika » qui est une compétition annuelle d'idées innovantes organisée par Burundi Business Incubator (BBIN) est à sa 8ème édition. Parmi douze candidats qui sont en lice, trois rasleront la mise. Burundi Eco revient sur quelques fruits de cette compétition

La compétition Shika a été initiée par le BBIN en 2011 dans le but de faire concourir les entrepreneurs ayant des projets qui sont à la phase d'idées. « C'est l'occasion de faire leur visibilité et de leur donner un espace pour la publicité de leurs projets dans le but de trouver des investisseurs qui pourraient contribuer à leurs réalisations. », explique Aimé Igiraneza, directeur des programmes au BBIN.

Il note que pour cette 8ème édition, il y a une particularité. Nous avons été surpris de trouver des aspects innovants comme les entrepreneurs qui pensent au recyclage d'objets usagers, mais également d'autres qui veulent opérer dans le numérique. Ce qui n'était pas le cas dans les compétitions antérieures, ajoute M. Igiraneza.

Au BBIN, on dénombre plus de 80 entrepreneurs qui ont déjà franchi la phase d'incubation

Peu importe si le début paraît sombre

Cyriaque Ndayiragije et Aristide Ihorimbere sont parmi les lauréats des éditions précédentes. L'un œuvrant dans la pisciculture,

l'autre dans l'apiculture, ces deux entrepreneurs racontent comment les prix du concours Shika ont été une manne dans la création de leurs entreprises.

« Au début c'était juste pour tuer le temps. Nous nous étions regroupés dans une petite association qui n'était pas vraiment une entreprise. On faisait tout à l'archaïque », explique Ndayiragije. Quant à Ihorimbere, il vendait du miel au petit marché pour essayer de subvenir à ses besoins. Ainsi, après avoir gagné le concours Shika l'un à Bubanza, l'autre à Ngozi, à part une enveloppe qui leur a été donnée, les deux entrepreneurs ont suivi des formations au BBIN de comment à partir de leurs idées vagues ils peuvent arriver à la rédaction d'un plan d'affaire. Ce qui, par après, a fait surgir de gros business. En quelques sortes, le BBIN leur a donné une orientation. « Après ces formations, j'ai vu qu'au lieu de m'approvisionner en miel à vendre pourrais en produire moi-même », indique Ihorimbere

A côté de ces formations, le BBIN en partenariat avec PRODEFI leur ont accompagnés. Ils nous ont connectés à des microfinances pour qu'elles nous accordent des crédits. « Ils nous ont aidés aussi à faire la publicité de nos produits. Grâce au concours Shika, nos idées sont devenues des entreprises. Nous n'opérons plus dans les coulisses, nous sommes sur scène », disent-ils

Aujourd'hui, ces entrepreneurs travaillent également avec la FAO et le FIDA, mais ils affirment qu'en réalité c'est le concours SHIKA qui les a rendus plus visible.

La réussite des autres devrait donner de l'espoir à ceux qui n'ont pas encore réussi

Au BBIN, les formations se déroulent en trois étapes, à savoir : la pré-incubation, l'incubation et la post-incubation. « En fait le concours Shika nous permet de caser les candidats à l'étape d'incubation », explicite Mr Igiraneza.

Parmi les jeunes entrepreneurs qui sont formés, il y en a qui ne parviennent pas à créer leurs propres entreprises. « Nous nous sommes dit que si nous avons réussi, pourquoi ne pas aider les autres qui n'ont pas pu réussir à créer ? » C'est ainsi que ces deux lauréats, se sont mis ensemble et ont créé un collectif des jeunes entrepreneurs œuvrant dans l'agrobusiness (Youth Agrobusiness Incubator). Aujourd'hui, ils accompagnent d'autres jeunes dans toutes les provinces et leur font partager de l'expérience.

Leurs business se sont développés. « Nous avons passé d'une association à une coopérative, de 5 à 50 étangs de poisson », se réjouit Ndayiragije. Et Ihorimbere de le compléter : « j'ai pu payer mes études universitaires grâce au revenu que me procure mon entreprise. »

Les jeunes entrepreneurs font face à de nombreux défis

M. Igiraneza parle d'un grand défi lié à l'absence de renforcement des capacités ou au manque de réseautage d'entrepreneurs. Ceux-ci n'ont pas réellement de cadre d'échanges



Aimé Igiraneza, directeur des programmes au BBIN : « La compétition SHIKA est l'occasion de faire leur visibilité et de leur donner une espace pour la publicité de leurs projets dans le but de trouver des investisseurs qui pourraient contribuer à leurs réalisations. »

d'expériences, dit-il. Ceux qui parviennent à créer leurs propres entreprises malheureusement ne parviennent pas à fêter cinq ans d'existence. Elles disparaissent. « Cela est dû au manque de gestion managériale et aussi au surendettement », explique M. Igiraneza.

Il y a des entrepreneurs qui fuient la responsabilité fiscale. Aussi, ceux qui parviennent à produire ne parviennent pas à être compétitifs sur le marché surtout à cause de la non-certification de leurs produits, du non accès au financement et au marché. Au BBIN, ils comptent continuer à faire un plaidoyer à l'endroit des institutions étatiques qui impose des charges trop lourdes aux débutants entrepreneurs. C'est

en l'occurrence l'OBR et l'API pour qu'ils essaient de réduire les charges et aux institutions de microfinance pour qu'elles octroient des crédits à des taux non prohibitifs afin que les jeunes entrepreneurs soient à l'aise.

Comme dans toutes les éditions du concours Shika, les trois projets innovants seront primés en leur attribuant une aide matérielle pour accroître leurs activités. La remise des prix est fixée au 16 novembre 2018. Le premier aura un prix de 3 000 000 de FBu, le deuxième aura un prix de 2 000 000 de FBu et le troisième aura un prix de 1 000 000 FBu.

Dona Fabiola Ruzagiriza

DEVELOPPEMENT

Les champignons sauvages comestibles: Une opportunité inexploitée

60% des ménages riverains de la forêt claire de Rumonge pratiquent la cueillette des champignons sauvages. Alors que la marge bénéficiaire est assez confortable pour les restaurateurs de la ville de Bujumbura (10.417 FBu par kg), le cueilleur ne gagne que des miettes avec seulement 930 FBu par kg. Une chercheuse a fait une enquête sur cette filière loin d'être au maximum de son rendement

En moyenne, 6 personnes par ménage cueillent 4,7 kg de champignons sauvages comestibles (CSC) par jour sur les collines riveraines de la forêt claire de Rumonge. La récolte des CSC se fait en moyenne 4 fois par semaine. 94% des vendeurs de champignons sont des femmes. Seuls 6% des hommes vendent cette denrée.

33% de la population de Rumonge apprécie le champignon

Si 44% des gens de Rumonge consomment régulièrement le Ndagala très abondant sur les marchés locaux, 33% sont friands de CSC. Ces données ressortent d'une enquête intitulée « Analyse Socio-Economique de la Filière des Champignons Comestibles des Forêts Claires de Rumonge » effectuée par Ninette Nikuze, chercheuse attachée à l'Office Burundais pour la Protection de l'Environnement (OBPE).



94% des vendeurs de champignons sont des femmes.

930 FBu/kg pour le cueilleur contre 10.417 FBu/kg pour le restaurateur

D'après toujours cette enquête, les revenus tirés du commerce des champignons sont inégalement répartis. La marge bénéficiaire varie fortement d'un bout à l'autre de la chaîne de la commercialisation des CSC. Le cueilleur ne gagne que 930 FBu par kg. Cette marge descend à 712 FBu par kg pour le vendeur du marché de Rumonge. En revanche, elle monte à 3.395 FBu par kg pour le collecteur qui achemine les CSC à Bujumbura. Le revendeur de Bujumbura, quant à lui, gagne 4.172 FBu par kg. Ce sont les hôtels-res-

taurants qui se taillent la part du lion avec une confortable marge bénéficiaire de 10.412 FBu par kg.

Le CSC pourrait aider dans la lutte contre la malnutrition

Selon une étude citée par Ninette Nikuze intitulée « Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire, de la Malnutrition et de la Vulnérabilité au Burundi » datant de 2014, 40 à 60% des ménages avaient une alimentation pauvre et marginale surtout pendant la période de soudure. Dans ces conditions, nul doute que les champignons qui poussent pendant la période des pluies quand

il y a rareté des produits agricoles aident beaucoup dans l'alimentation de la population. Or actuellement, à Rumonge, seulement 9% des champignons collectés servent à l'autoconsommation alors que 91% sont vendus.

D'autres aspects intéressants du champignon

Les champignons sont riches en vitamines A, B, C, D, mais aussi en phosphore, en potassium, en cuivre et en zinc. Leur concentration en sels minéraux et en vitamines fait des champignons un aliment bénéfique pour l'organisme. En outre, ils contiennent environ 80 % d'eau. Leur teneur calorique est compris

entre 10 et 15 calories, selon les espèces. Les champignons sauvages sont également une source intéressante de fibres. Ils seraient aussi bons pour les intestins. Par ailleurs, la cueillette du champignon ne menace pas l'environnement car, comme l'a déclaré Mlle Nikuze, le champignon pousse sur les arbres morts. Si cette activité était valorisée, peut-être que les populations riveraines des forêts pourraient abandonner les activités qui menacent l'environnement, en l'occurrence la coupe du bois et la chasse.

Une opportunité sous-exploitée

Le développement de la filière champignon est plus qu'une nécessité. La chercheuse attachée à l'OBPE propose aux cueilleurs de se regrouper en association pour défendre leurs intérêts. « S'ils se regroupent en association, ils seront à mesure de peser sur le marché et de faire monter les prix. Bien plus, ils pourraient conjuguer leurs efforts et transformer le champignon avant de le vendre. Les cueilleurs pourraient par exemple le faire sécher pour le conserver et le vendre à n'importe quelle période de l'année. Cela donnerait à ce produit une valeur ajoutée », a indiqué Mlle Nikuze lors de la présentation des résultats de son enquête. Certaines variétés de champignons sauvages présentes dans les forêts burundaises sont très appréciées sur le marché international, raison de plus pour mieux organiser la filière du champignon au Burundi.

Parfait Nzeyimana

Le crédit warrantage à la rescousse des producteurs agricoles

Le gaspillage des récoltes, l'endettement usurier, l'insécurité alimentaire, ... tels sont les défis auxquels pallie le crédit warrantage. Plus de 10 000 producteurs agricoles ont déjà profité du warrantage. Ce produit financier offre l'opportunité aux producteurs agricoles de mettre en garantie leurs stocks pour avoir accès au crédit à des taux faibles. Bref, le crédit warrantage sort de l'impasse les producteurs agricoles



Le crédit warrantage permet aux petits producteurs agricoles de différer la vente de leur récolte ou marchandise. Ce qui leur permet d'avoir de la liquidité pour une nouvelle saison.

Le secteur de microfinance innove en apportant des produits financiers de plus en plus adaptés aux petits producteurs agricoles. L'un de ces produits est le crédit warrantage. La semaine précédente, la rédaction de Burundi Eco est revenue sur les avantages du crédit solidaire. Dans les lignes qui suivent, votre hebdomadaire socio-économique vous amène à la découverte du crédit warrantage, son importance et surtout les conditions d'octroi de ce crédit si bénéfique pour organisations paysannes.

Pourquoi le crédit warrantage ?

D'après les informations fournies par le bulletin ZAMUKA (bulletin d'analyse et d'information sur la microfinance), les producteurs agricoles ont tendance à gaspiller les récoltes. L'autre constat est que le secteur agricole est sous-financé par les banques commerciales et les institutions de microfinance à cause des risques que présentent le secteur agricole. Ce sont notamment les difficultés de stockage, les fluctuations des marchés, les aléas climatiques ainsi que l'absence d'une réglementation en matière de déclaration des sinistres dans le secteur agricole, énumère Zamuka.

et dont le remboursement se fait le plus souvent en nature. Dans ces conditions, il devient difficile voire impossible d'investir dans les activités génératrices de revenus (AGR) tels que le maraîchage et les activités de transformation, déplore Zamuka.

Parallèlement, l'insécurité alimentaire en zone rurale est aggravée pendant la période de soudure, en attendant la nouvelle récolte. Ainsi, le warrantage offre l'opportunité aux producteurs agricoles d'accéder au crédit pour financer leurs activités et différer la vente des produits récoltés au moment où les prix sont rémunérateurs, révèle ZAMUKA.

de la colline Karongwe en commune Buhinyuza en province de Muyinga qui est constituée de 960 membres. Le gros des produits en stock est constitué par le riz blanc.

Le déposant dispose d'un carnet en deux copies pour permettre une bonne identification du stock. Le carnet comporte l'identification du déposant, la date de dépôt, la nature du produit, la quantité stockée ou déstockée, la quantité restante ainsi que la signature du déposant, a révélé M. Crescent Mbonigaba, président de la coopérative « TUZIGANIRIZE KAZOZA ».

En plus de l'identification du stock, l'entreposeur doit veiller à la vérification régulière des conditions

La mise en garantie des stocks

Les produits agricoles stockés par les membres de la coopérative « TUZIGANIRIZE KAZOZA » servent de garantie pour accéder au crédit octroyé par UCODE Microfinance. Cette coopérative a déjà bénéficié de quatre crédits de la part d'UCODE. Le montant du crédit augmente de cycles en cycle. Le volume du premier crédit octroyé à la coopérative était de 5 000 000 de FBu, 10 000 000 de FBu pour le deuxième, 30 000 000 de FBu pour le troisième crédit et 64 000 000 de FBu pour le quatrième crédit. Le crédit est accordé à la coopérative « TUZIGANIRIZE KAZOZA » puis distribué aux membres de la coopérative en fonction des besoins de chacun et de la quantité des produits mis en gage. Mbonigaba précise que tous les crédits ont été remboursés sans difficultés. Le taux d'intérêt appliqué pour le crédit warrantage est de 1,5% par mois, lit-on dans Zamuka.

Six IMF's pratiquent le warrantage

D'après Zamuka, six institutions de microfinance Burundaises ont déjà intégré le warrantage dans leurs opérations avec l'appui de ICCO Coopération. Il s'agit de la Caisse Coopérative d'Epargne et de Crédit Mutuel (CECM), de Twitezimbere Microfinance, d'Ishaka Microfinance, UCODE Microfinance, Women's Initiative for Self Empowerment (WISE) et de la Fédération Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit du Burundi (FENACOBUR).

En 2017, le portefeuille du crédit affecté au warrantage par ces six institutions (hormis la FENACOBUR) est estimé à 2 538 708 076 de FBu, soit 1 020 500 000 de FBu pour l'UCODE Microfinance, 32 900 000 de FBu pour la CECM, 18 630 000 de FBu pour Ishaka microfinance et 60 558 015 de FBu pour Twitezimbere Microfinance. A la même période, le total des stocks warrantés (maïs, haricot, riz, arachides, etc.) était estimé à 2 745 925 kg tandis que le nombre de bénéficiaires des crédits étaient estimés à 10 604, soit 5831 hommes et 4 773 femmes, lit-on dans les colonnes de Zamuka.

Le part du crédit warrantage reste faible

Selon les indicateurs en microfi-

nance collectés par le RIM au sein des mêmes IMF's, au 31 décembre 2017, le total du crédit orientés vers les différents secteurs d'activité (agri-élevage, commerce artisanat, social, habitat et autres) était estimé à 71 978 653 076 FBu. Ceci dit, pour ces IMF's, le crédit warrantage représente 2,7% de leurs opérations.

Par rapport au montant total des crédits octroyés par toutes les IMF's agréées par la Banque centrale au 31 décembre 2017 qui s'élève à 168 010 947 972 de FBu à la même période, le crédit warrantage représente 1,5%. La place du crédit warrantage reste faible par rapport au nombre d'institutions de microfinance qui ont intégré ce produit dans leurs opérations et par rapport au volume du crédit que les institutions de microfinance y affectent. Par contre, une étude réalisée en 2012 citée par Zamuka révèle que le système du warrantage a connu une évolution de plus de 300%. Les crédits octroyés sous forme de warrantage ont atteint 661 millions de FBu à cette période, rapporte Zamuka.

Les dividendes du warrantage

Les crédits warrantage servent notamment à l'achat des intrants agricoles à la subvention aux divers besoins des ménages durant la période sépare la récolte et la vente des produits, précise Zamuka. Les témoignages des bénéficiaires du crédit warrantage affirment que le warrantage a permis de contourner la pratique de l'usure pour les petits producteurs agricoles. Grâce au warrantage, les agriculteurs ont pu diversifier leurs sources de revenus. Ce produit financier a permis de réduire la consommation immédiate de la production. Après la vente des produits stockés, les warrants ont permis de réaliser des dépenses orientées essentiellement vers la scolarisation des enfants et l'achat des intrants. Il est à noter que le warrantage contribue à l'augmentation du niveau de l'inclusion financière, car les bénéficiaires sont connectés à une IMF par le biais de leurs coopératives.

Benjamin Kuriyo



Grâce au crédit agricole, les agriculteurs ont la possibilité de mécaniser l'agriculture

En conséquence, les petits producteurs agricoles se retrouvent piégés dans le cercle vicieux de la pauvreté. Les moyens leur manquent pour financer les intrants (engrais, semences), la main d'œuvre, etc. au début de la campagne agricole. De surcroît, ils manquent cruellement des moyens pour faire face aux dépenses familiales courantes ou imprévues (frais de scolarisation, maladies, cérémonies etc.). Cela suppose des crédits informels octroyés à des conditions usurières

Conditions d'accès au warrantage

La réussite du système warrantage dépend de la fiabilité de l'entrepôt. C'est pourquoi l'entreposeur doit veiller au respect des bonnes conditions d'entreposage. La rédaction de Zamuka a approché une des coopératives des producteurs agricoles de la province Muyinga qui pratiquent le warrantage. Il s'agit de la coopérative « TUZIGANIRIZE KAZOZA »

d'entreposage (protection contre les rongeurs, l'humidité, les champignons). La vente interviendra après une période de stockage de quatre mois. Les clients des coopératives sont principalement les organisations internationales dont le Programme Alimentaire Mondial (Pam) et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) ainsi que les grossistes des produits alimentaires au niveau local.



« Les Deux frères » (Contes merveilleux de Grimm)

Il y avait une fois deux frères, dont l'un était riche, et l'autre pauvre. Le riche était orfèvre, et il avait un mauvais cœur ; le pauvre gagnait sa misérable vie à nouer des balais ; il était bon et honnête. Il avait deux enfants ; c'étaient deux jumeaux qui se ressemblaient comme deux gouttes d'eau. Ces deux enfants avaient coutume de parcourir en tous sens la maison du riche, où on les nourrissait quelquefois avec les restes. Il arriva que le frère pauvre, allant un jour dans la forêt pour y chercher du bouleau, aperçut un oiseau dont le plumage était entièrement couleur d'or, et si beau qu'il n'en avait jamais vu de pareil. Il ramassa aussitôt une petite pierre, la lança après l'oiseau, et réussit à l'atteindre ; mais il ne tomba de son corps qu'une plume d'or, et l'oiseau disparut en volant. Le pauvre homme prit la plume et la porta à son frère, qui l'examina et dit :

– C'est de l'or pur. Il lui donna en échange beaucoup d'argent.

Le lendemain, le pauvre homme monta au haut d'un bouleau et il allait en couper quelques rameaux, lorsque le même oiseau sortit des feuilles ; le pauvre homme fouilla dans le feuillage, et trouva un nid où il y avait un œuf d'or. Il emporta cet œuf avec lui au logis, et alla le montrer à son frère, qui dit de nouveau :

– C'est de l'or pur, et lui donna une bonne récompense. Puis l'orfèvre ajouta :

– Je voudrais bien avoir cet oiseau.

Le frère pauvre alla une troisième fois dans la forêt, et aperçut de nouveau l'oiseau d'or posé sur la cime de l'arbre ; il prit une pierre et visa si juste qu'il l'abattit du coup ; il le porta à son frère qui lui donna en retour un grand tas d'or. « Maintenant, pensa celui-ci, je pourrai me tirer d'affaire. » Et il revint tout joyeux à la maison. L'orfèvre, qui était habile et rusé, savait bien quel oiseau précieux était tombé entre ses mains. Il appela sa femme, et lui dit :

– Fais moi rôti cet oiseau d'or, et aie bien soin qu'il n'en sorte pas le plus petit morceau ; je me fais une fête de le manger tout entier.

Cet oiseau était d'une si merveilleuse nature que celui qui en mangerait le cœur et le foie devait trouver tous les matins une pièce d'or sous son oreiller. La femme prépara l'oiseau, le mit à la broche, et le fit rôti. Il advint que, tandis qu'il était devant le feu et que la femme s'occupait à d'autres ouvrages dans la cuisine, les deux enfants du pauvre faiseur de balais entrèrent, se placèrent en face de la broche, et la tournèrent deux fois ou trois fois ; et comme deux petits morceaux de l'oiseau venaient de tomber dans la lèche-frite, l'un des enfants dit à l'autre :

– Mangeons ces deux petits morceaux, je meurs de faim ; aussi bien personne ne pourra s'en apercevoir. Ce qui fut dit, fut fait.

La femme arriva sur l'entrefaite, et voyant leurs mâchoires en train de fonctionner, elle leur dit :

– Que mangez-vous donc là ?

– Deux petits morceaux qui sont tombés de l'oiseau, ré-pondirent-ils.

– C'étaient le cœur et le foie, dit la femme saisie d'épouvante. Et pour que son mari ne s'aperçût de rien, elle tua aussitôt un coq, en prit le cœur et le foie, et les plaça dans l'oiseau d'or.

Quand celui-ci fut entièrement rôti, elle l'apporta à l'orfèvre, qui le dévora à lui seul, sans rien laisser. Mais, lorsque le lendemain matin il passa la main sous son oreiller, dans l'espoir d'y prendre un morceau d'or, il fut très étonné de n'y n'en trouver. Les deux enfants, au contraire, ne se doutaient pas du bonheur qui leur était arrivé. Le matin suivant, quand ils se levèrent, quelque chose tomba à terre avec un bruit clair, et quand ils le ramassèrent, ils virent que c'étaient deux pièces d'or. Ils les portèrent à leur père, qui fut au comble de la surprise, et leur dit :

– Comment cela a-t-il donc pu arriver ? Le même prodige s'étant encore renouvelé le matin suivant et les autres jours, le père des jumeaux alla trouver son frère, et lui raconta la singulière histoire.

L'orfèvre n'eut pas de peine à comprendre la cause de ce résultat merveilleux, et vit bien que les enfants avaient mangé le cœur et le foie de l'oiseau d'or ; et pour se venger d'eux en homme envieux et méchant qu'il était, il dit au père :

– Tes enfants sont en relation avec le malin esprit ; garde-toi bien de prendre cet or, et chasse ces enfants loin de ta maison, car désormais le diable a du pouvoir sur eux, et il pourrait te perdre toi-même.

Ces paroles consternèrent le pauvre père, et quoique ce fût pour lui une bien douloureuse nécessité, il emmena les deux jumeaux au milieu de la forêt, où il les abandonna, hélas ! avec un profond désespoir. Les deux malheureux enfants se mirent à parcourir en tous sens la forêt, cherchant à retrouver le chemin de la maison paternelle, mais au lieu de le trouver, ils s'égarèrent de plus en plus. Ils rencontrèrent enfin un chasseur qui leur demanda :

– À qui appartenez-vous, mes enfants ?

– Nous sommes les fils du pauvre faiseur de balais.

Et ils lui racontèrent que leur père les avait abandonnés parce que, tous les matins, une pièce d'or se trouvait sous leur oreiller. Le chasseur était un brave homme, et comme ces enfants lui plurent, et qu'il n'en avait pas lui-même, il les emmena chez lui, et leur dit :

– Je veux vous servir de père et avoir soin de vous jusqu'à ce que vous soyez devenus grands.

Ils apprirent auprès de lui l'art de la chasse, et le brave homme mit en réserve les pièces d'or qui se trouvaient chaque matin sous la tête des jumeaux, pour les leur rendre plus tard lorsqu'ils en auraient besoin. Quand ils furent devenus grands,

Retrouve les 7 différences entre ces deux dessins.



leur père nourricier les emmena un jour avec lui dans la forêt, en leur disant :

– Vous devez montrer aujourd'hui ce que vous savez faire ; je veux voir si vous êtes en état de vous passer de moi, et de devenir des chasseurs.

Ils allèrent donc avec lui se poster à l'affût ; là, ils attendirent longtemps, et le gibier ne se montra pas. À la fin pourtant, le chasseur, levant les yeux, aperçut une troupe d'oies sauvages qui, dans leur vol, décrivaient un triangle, et il dit à l'un des jeunes gens :

– Dirige ton coup sur une des oies de ce côté-ci.

Le jeune homme obéit et tira juste. Bientôt après, apparut une seconde troupe d'oies, qui avaient dans leur vol la forme du chiffre 3 ; le chasseur dit encore à son second élève de viser une des oies de tel côté, ce que fit ce dernier avec autant de succès que

son frère ; sur quoi, le père nourricier leur dit :

– Vous pouvez maintenant vous passer de moi, vous êtes des chasseurs consommés.

Là-dessus, les deux frères s'enfoncèrent ensemble dans la forêt, se concertèrent et formèrent un projet. Et le soir, lorsqu'ils prirent place au souper, ils dirent à leur père nourricier :

– Nous ne mangeons pas une miette que vous ne nous ayez accordé une grâce.

– Parlez, quelle est cette grâce ? leur dit-il. Ils répondirent :

– Maintenant que nous connaissons à fond notre métier, il serait bon que nous parcourussions un peu le monde ; trouvez donc bien que nous prenions congé de vous pour voyager. Le chasseur reprit avec joie :

– Vous parlez comme de braves chasseurs ; ce que vous me demandez, je le désirais déjà ; partez, il vous arrivera bonheur.

Cela dit, ils soupèrent joyeusement. Quand le jour fixé pour le départ fut arrivé, le père nourricier leur donna à chacun un fusil et un chien, en leur permettant de prendre sur leurs épargnes autant de pièces d'or qu'ils voulurent. Puis il les accompagna un bout de chemin, et lorsqu'ils furent sur le point de se quitter, il leur fit encore cadeau d'un couteau poli, en leur disant :

– Si vous vous séparez un jour, enfoncez ce couteau dans l'arbre le plus proche de l'endroit où vous vous quitterez ; par ce moyen, celui

de vous deux qui viendra le premier pourra savoir ce qui est arrivé à son frère absent ; car, s'il meurt, la pointe sera rouillée ; tant qu'il vivra, au contraire, elle demeurera polie.

Les deux frères partirent, et arrivèrent bientôt dans une forêt, dans une forêt si profonde qu'il était impossible de la traverser en un jour. Ils y passèrent donc la nuit, et se nourrissent des provisions qui se trouvaient dans leur carnassière ; le jour suivant, ils eurent beau marcher sans relâche, ils ne purent pas encore atteindre l'extrémité de la forêt, et ils n'avaient plus rien à manger. L'un d'eux dit :

– Nous ferions bien de tirer quelque chose, sans quoi nous endurerons la faim.

En conséquence, il arma son fusil et se mit à regarder autour de lui. Un vieux lièvre ne tarda pas à paraître il le mit en joue, mais le lièvre lui cria :

« Bon chasseur, laisse-moi la vie,

Et je te donnerai deux petits en récompense ».

Cela dit, il sauta dans les broussailles, et apporta deux petits lièvres ; mais ces petits animaux jouaient avec tant de gentillesse, ils avaient tant de grâce, que les chasseurs n'eurent pas le courage de les tuer ; ils les gardèrent donc, et les petits lièvres marchaient derrière eux. Bientôt après, survint un renard ; ils se préparaient à le tirer, mais le renard leur cria :

La suite de "Les Deux Frères",...à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 12 novembre 2018 à 20h45

L'HISTOIRE



Doc: Looking for Nicolas Sarkozy

Genre : Politique
Durée : 55 mn
Réalisateur : William Karel
Nationalité : France
Année : 2011

Jamais un président de la République française n'avait autant éveillé la curiosité des médias étrangers. L'actualité, certes, s'y est gracieusement prêtée. De la présidence de l'Union européenne à la gestion de la crise financière, de la chasse aux Roms à ses amours agitées, ...

mardi 13 novembre 2018 à 20h40

Ushuaïa TV



Doc: Une oasis d'espoir

Genre : Nature
Durée : 55 mn
Réalisateur : Nicolas Van Ingen
Nationalité : France
Année : 2017

Aux portes du Sahara marocain se noue un drame à deux visages: le fleuve Drâa et sa civilisation agricole disparaissent aujourd'hui près de M'Hamid, dernière ville avant les dunes. Dans le même temps, à 35km de M'Hamid, Tahar El-Ammari travaille d'arrache-pied ...

mercredi 14 novembre 2018 à 20h55

arte



Film: La tortue rouge

Genre : Animation
Durée : 80 mn
Réalisateur : Michael Dudok de Wit
Nationalité : France
Année : 2016

Unique rescapé d'un naufrage, un homme échoue sur une île tropicale déserte. Pour avoir une chance de survivre, il cherche à apprivoiser cet univers inconnu, peuplé de petits crabes de sable qui semblent l'observer. Bientôt, il décide de construire un radeau avec des branches de bambou.

jeudi 15 novembre 2018 à 20h35

ANIMAUX



Doc: L'aventure de la vie

Genre : Nature
Durée : 45 mn
Nationalité : Canada
Année : 2017

La naissance et l'enfance sont des périodes compliquées pour toutes les espèces sur terre. Découvrez comment les animaux d'Afrique affrontent les dangers qu'elles représentent

vendredi 16 novembre 2018 à 20h55

CINE + PREMIER



Film: Iris

Genre : Thriller
Durée : 95 mn
Réalisateur : Jalil Lespert
Nationalité : France
Année : 2016

Riche banquier, Antoine Doriot déjeune avec sa femme, Iris. Mais à la fin du repas, la jeune femme disparaît subitement. Elle a payé un homme, Max Lopez, pour qu'ensemble ils fassent croire à un enlèvement. Antoine mord à l'hameçon. Lopez suit les instructions d'Iris...

samedi 17 novembre 2018 à 20h40

RTL9



Film: Space Cowboys

Genre : Science-fiction
Durée : 130 mn
Réalisateur : Clint Eastwood
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2000

En 1958, alors que la course aux étoiles bat son plein, Frank Corvin, Hawk Hawkins, Jerry O'Neill et Tank Sullivan sont sur le point de devenir les premiers hommes à voltiger dans le cosmos. C'est sans compter sur Bob Gerson, un supérieur, qui préfère envoyer un chimpanzé à leur place...

dimanche 18 novembre 2018 à 20h50

ACTION



Film: Robinson Crusoe

Genre : Aventures
Durée : 90 mn
Réalisateur : George Miller, Rod Hardy
Nationalité : Etats-Unis
Année : 1996

Robinson Crusoe, marin anglais, échoue sur une île déserte à la suite d'un naufrage. Luttant contre la nature et l'isolement, il se bat afin de ne pas sombrer dans la folie. Son destin bascule lorsqu'il sauve d'une tribu de cannibale un natif de l'île. Il le baptise Vendredi et une amitié profonde ...

Proverbes

« Si Dieu ne pardonnait pas, son paradis resterait vide »

Quelle que soit la faute commise, Dieu te pardonne. Les portes du paradis sont ouvertes à tous, et Dieu dans sa clémence te pardonnera d'avoir été pécheur.

« Quand on prend du galon, on n'en saurait trop prendre »

Ce proverbe signifie que l'on ne saurait trop profiter d'une occasion pour s'attribuer, soi-même, tel titre ou s'élever à tel rang.

« Quand on est deux sur un cheval, il y en a un qui doit être en croupe »

Ce proverbe aborde la relation entre le mari et sa femme. Dans un ménage, quand un conflit survient entre les époux, un des deux doit céder à l'autre.

« On ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs. »

Ce proverbe signifie qu'il faut savoir accepter quelques sacrifices lorsque l'on veut obtenir quelque chose ou bien pour arriver à ses fins.

« Noblesse oblige »

Ce proverbe signifie que le noble est tenu de se tenir noblement. Que celui qui jouit d'un titre ou d'une renommée doit se tenir digne de sa réputation et de son rang dans la société.

« Les paroles s'envolent, les écrits restent »

En affaires comme dans la vie, mieux vaut des écrits. Les écrits restent dans le temps et sont vérifiables, alors que les paroles émises ne peuvent être rappelées (Horace).

« Le bien mal acquis mal finit »

Quand vous obtenez de l'argent, des biens immobiliers ou autres, par des malversations et moyens illicites, ces pratiques illégales un jour se retourneront contre vous.

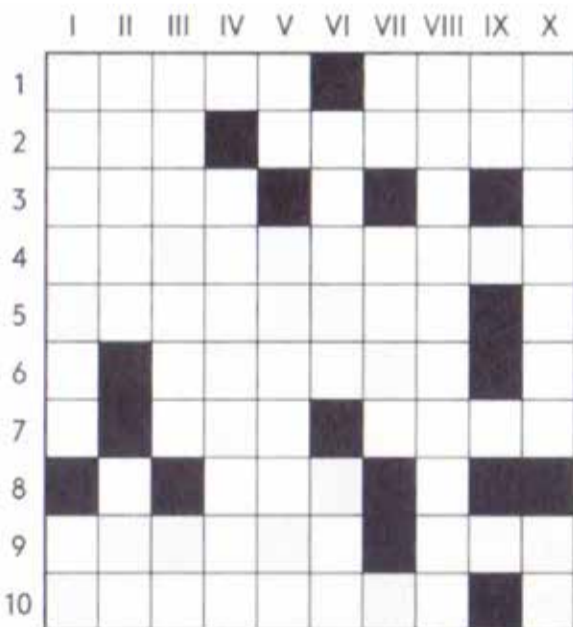
« L'office fait l'homme »

Les fonctions publiques mettent en évidence le mérite ou l'incapacité de l'homme qui les occupe. C'est, pour la plupart des gens, une épreuve d'autant plus difficile, que les hommes en place ne manquent pas d'envie et qu'on est toujours disposé à les juger sévèrement.

« La prospérité fait peu d'amis »

Quand les affaires et la réussite pour vous sont au rendez-vous, bon nombre de gens, bien souvent par intérêt, se disent être votre ami ou sont jaloux de votre bien-être personnel.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1. Terrain. Sécu. - 2. Tondus. Pas sanctionné. - 3. Contre. - 4. Trajet. - 5. Bateaux à rame. - 6. Senteurs. - 7. Travaux. Détiennes. - 8. Du boulot. - 9. Fait tout pour aboutir. Fleuve. - 10. Guettées.

VERTICALEMENT

I. Peur. Oui russe. - II. Obséda. Pied de vigne. - III. Ver. Symbole du molybdène. - IV. Nouvelles. - V. Pour le calcul d'un cercle. Styli. - VI. Poisson. Femme remarquable. - VII. Classe. Ventila. - VIII. Sanctionnions. - IX. Durée. - X. Calamités. Ici.



Mots croisés : Solution du numéro précédent



A partir de ce mois de Novembre, Jubilee Insurance lance deux nouveaux produits d'assurance.

Avec **J-Assistance**, fini tous les tracas et les démarches incessantes pour vous faire indemniser d'un sinistre automobile en RC pour lequel le tiers est responsable.

Avec **J-Evacuation**, vous bénéficierez d'une évacuation sanitaire au Kenya avec une couverture hospitalisation.

Nous serons toujours à vos côtés au moment où vous en aurez le plus besoin.

Contactez-nous dès maintenant afin d'être parmi nos clients bénéficiaires de ces nouveaux services :

- Par tel : 22 27 58 20 / 21
- Par WhatsApp : +257 75 22 00 86
- Par e-mail : jicb@jubileeburundi.com

Pour plus d'information sur nos produits, rejoignez-nous sur www.kyc.jubileeburundi.com

Chez Jubilee Insurance, nous tenons nos promesses!



AVIS D'APPEL D'OFFRES



1. OBJET

L'ONG Médecins Sans Frontières lance un appel d'offres pour la vidange des fosses septiques de l'hôpital, maisons et bureau à l'arche de Kigobe sise à Bujumbura Mairie commune de Ntahangwa Bujumbura Mairie.

2. CRITERES D'ELIGIBILITE

Le Maître de l'Ouvrage (Médecins Sans Frontières), invite les entreprises agréées en vidanges des fosses septiques, à émettre des offres pour l'exécution de ces travaux.

2.1 Pour être admis à concourir, le soumissionnaire :

a) Ne doit pas être affilié à une société ou entité :

- Qui a fourni des services et conseils pendant la préparation du dit DAO.
- Qui a été engagée (où serait engagée) comme Maître d'œuvre au titre du marché ;

b) doit être inscrit au Registre du Commerce et du crédit Mobilier (RCCM) et ne doit pas être sous le coup d'une suspension, d'une interdiction, d'une exclusion ou d'une liquidation des biens (fournir une attestation de non faillite, copies dûment légalisées des documents définissant le statut juridique, le lieu d'enregistrement et le principal lieu d'activités) ;

c) Doit produire un certificat d'agrément délivré par l'Administration compétente.

2.2 En plus des critères cités ci-dessus, les soumissionnaires nationaux doivent être en règle vis- vis de l'Administration, attestation de régularité fiscale et législation du travail;

2.3 Les entreprises publiques nationales ne peuvent participer à l'appel d'offres que si elles sont juridiquement et financièrement autonomes.

2.4 Le non-respect d'un des critères ci-dessus entraîne le rejet pur et simple de l'offre.

3. DEPOTS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Les soumissionnaires intéressés par le présent Appel d'Offres peuvent déposer

Le dossier d'Appel d'Offre à partir du **Vendredi 9 Novembre 2018** au Bureau de l'ONG (Médecins Sans Frontières Burundi, Quartier Kigobe sise à Bujumbura Mairie - BP 10 773 et au Bureau de la coordination sis à L'avenue de large en face du marché Kinindo N°68 Bujumbura.

4. REMISE DES OFFRES ET OUVERTURE DES PLIS :

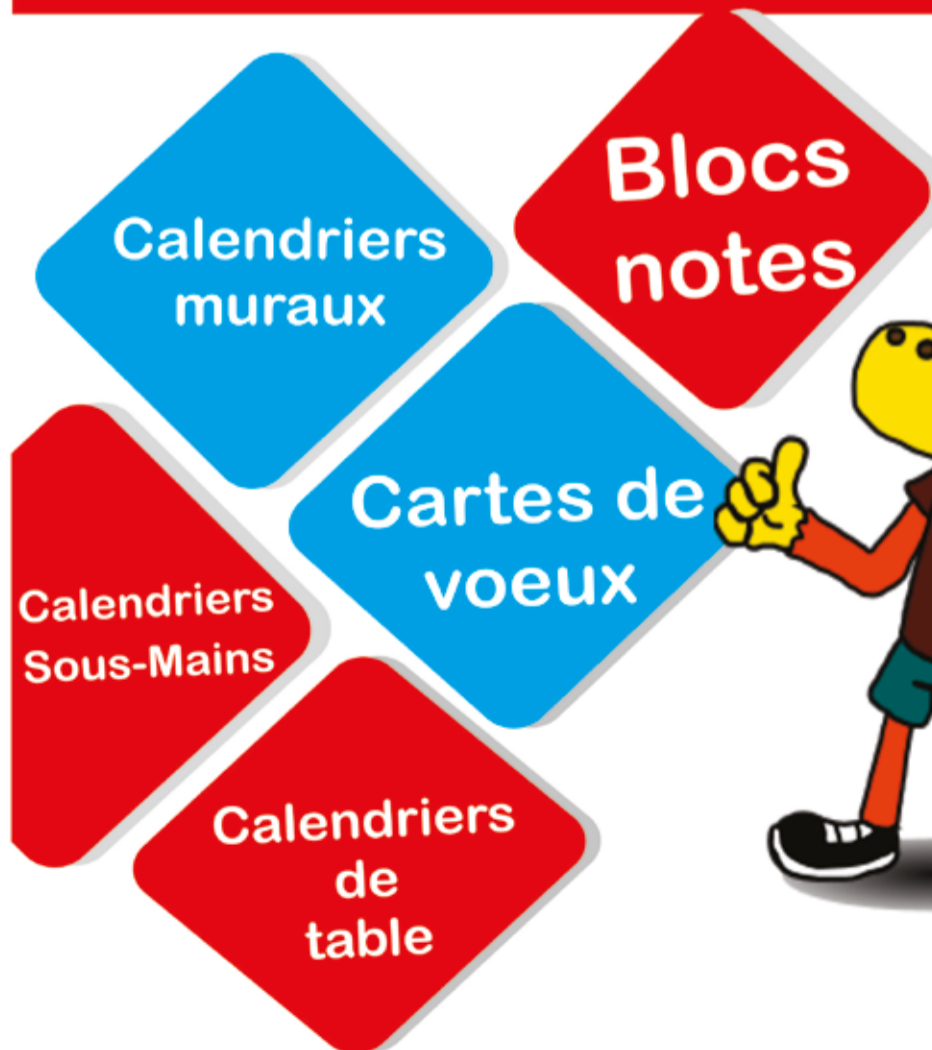
Les offres, rédigées et présentées conformément aux prescriptions du DAO seront adressées à : « Monsieur le Coordinateur Logistique et Technique de (Médecins Sans Frontières) Elles doivent être déposées au plus tard le **Vendredi 23 Novembre 2018 à 12 heures 00 mn.**

L'ouverture des plis aura lieu le 28 Novembre 2018 à Bujumbura dans la salle de réunion du Bureau (Médecins Sans Frontières à **15 heures 00 mn**, en présence des représentants des soumissionnaires qui le désirent. Toute offre reçue hors délai sera rejetée.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour un délai de 90 jours, à compter de la date de remise des offres.

Le coordinateur logistique et Supply, Ali Gado

2019 commence dès maintenant!!!!!!!!!!!!!!



Ayez une avance sur **2019**,
Commandez vos
Calendriers et Cartes de
Voeux avant le **15 Novembre 2018**
et Obtenez une réduction de **8%!!!**

